



منصة الهجرة الجزائر
+ⵍⵔⵉⵏⵓⵔⵉⵏⵓⵔⵉ ⵏⵏⵉⵏⵉⵔⵉⵏⵓⵔⵉ ⵏⵏⵉⵏⵉⵔⵉⵏⵓⵔⵉⵏⵓⵔⵉ
Plateforme Migration Algérie

PLATEFORME
MIGRATION ALGÉRIE

REVUE DE PRESSE

avril - mai - juin 2020

PLATEFORME MIGRATION ALGERIE

COMITE DE COORDINATION

LIEU Bureau MdM Alger

DATE 30 juin 2020

REVUE DE PRESSE

avril – mai - juin 2020

Avril 2020

EL WATAN

L'OMS et le HCR plaident pour la protection des migrants contre le Coronavirus : «Nous sommes tous dans le même bateau»

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), le Haut Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont lancé récemment un appel commun, exhortant les Etats à intégrer les migrants et les réfugiés dans les dispositifs de protection contre le coronavirus.

«Face à la crise que représente la propagation du Covid-19, nous sommes tous vulnérables. Le virus a montré qu'il ne fait aucune distinction entre les personnes.

Mais de nombreux réfugiés, déplacés internes, apatrides et migrants sont exposés à un risque accru», peut-on lire dans ce communiqué conjoint diffusé sur le site officiel de l'OMS. Les quatre organisations onusiennes attirent l'attention sur le fait que «les trois quarts des réfugiés et de nombreux migrants à travers le monde se trouvent dans des régions en développement, où les systèmes de santé sont souvent insuffisants et déjà surchargés».

Et d'alerter : «Beaucoup vivent dans des camps, des sites d'installation, des abris de fortune ou des centres d'accueil surpeuplés, où ils n'ont pas d'accès satisfaisant aux services de santé, à l'eau potable et à un système d'assainissement adéquat.»

L'OMS et ses partenaires appellent dans la foulée à la libération des personnes retenues dans des camps et autres centres de rétention dans des conditions insupportables : «La situation des réfugiés et des migrants détenus dans des lieux de détention formels et informels, dans des conditions d'exiguïté et d'insalubrité, est particulièrement préoccupante.

Compte tenu des conséquences mortelles qu'aurait une épidémie de Covid-19 dans ce contexte, ils devraient être libérés sans délai. Les migrants mineurs et leurs familles, ainsi que les personnes détenues sans base légale suffisante devraient être immédiatement libérés.»

Pour l'Organisation mondiale de la santé et les autres agences des Nations unies, «cette maladie ne peut être contrôlée que si une approche inclusive est adoptée pour protéger les droits de chaque individu à la vie et à la santé.

Les migrants et les réfugiés sont particulièrement susceptibles d'être victimes d'exclusion, de stigmatisation et de discrimination, en particulier lorsqu'ils sont sans papiers. Pour éviter une catastrophe, les gouvernements doivent tout mettre en œuvre pour protéger les droits et la santé de chacun. La protection des droits et de la santé de tous permettra en réalité de contrôler la propagation du virus».

Et de plaider pour un système de protection où «chacun, y compris tous les migrants et les réfugiés, puisse bénéficier d'un accès égal et garanti aux services de santé et soit effectivement inclus dans les réponses nationales à la pandémie de Covid-19, ce qui comprend la prévention, le dépistage et le traitement». «Cette inclusion, soulignent l'OMS et ses partenaires, contribuera non seulement à protéger les droits des réfugiés et des migrants, mais aussi à protéger la santé publique et à endiguer la propagation mondiale du Covid-19.»

Les organisations onusiennes recommandent, en outre, de mobiliser des fonds en faveur des pays n'ayant pas les moyens de faire face à la crise sanitaire : «Pour garantir aux réfugiés et aux migrants un accès approprié aux services de santé nationaux, certains Etats peuvent avoir besoin d'un soutien financier additionnel. C'est sur ce point que les institutions financières mondiales peuvent jouer un rôle de premier plan en mettant des fonds à disposition.»

Autre aspect sur lequel insistent les agences onusiennes : la réponse aux mouvements migratoires aux frontières : «Alors que les pays ferment leurs frontières et limitent les mouvements transfrontaliers, il est important de rappeler qu'il existe des moyens de gérer ces restrictions de manière à respecter les normes internationales en matière de droits de l'homme et de protection des réfugiés, y compris le principe de non-refoulement, par le biais de la quarantaine et des contrôles sanitaires par exemple.»

L'OMS, le HCR et les autres organisations incitent les gouvernements à associer les «sans-papiers» dans l'effort de lutte contre le Covid-19, sachant que bon nombre d'entre eux disposent d'un savoir-faire précieux : «De nombreux réfugiés, déplacés internes, apatrides et migrants possèdent des compétences et des moyens qui peuvent également faire partie de la solution.»

Et de conclure : «Nous ne pouvons pas laisser la peur ou l'intolérance porter atteinte aux droits ou compromettre l'efficacité des réponses de mises en œuvre pour lutter contre la pandémie. Nous sommes tous dans le même bateau. Nous ne pourrions vaincre ce virus que si chacun d'entre nous est protégé.»

DATE 09 avril 2020

AUTEUR M.B

LIEN <https://www.elwatan.com/edition/actualite/nous-sommes-tous-dans-le-meme-bateau-09-04-2020>

Coronavirus : la Tunisie prend des mesures en faveur des étrangers, notamment des Africains subsahariens

La situation de nombreux migrants dans le pays est rendue très difficile en raison du confinement total imposé à la population.

Les autorités tunisiennes ont pris des mesures en faveur des étrangers en Tunisie, notamment les Africains subsahariens, a-t-on appris le 8 avril 2020. Elles ont notamment prolongé les droits de séjour dans le pays en plein confinement général, institué jusqu'au 19 avril pour lutter contre le nouveau coronavirus. Au 8 avril, on comptait 24 morts dans le pays, selon un bilan officiel. Et au 7 avril, 623 contaminations avaient été enregistrées (pour une population de quelque 11 million d'habitants), toujours de source officielle.

"Des mesures vont être appliquées pour permettre aux étrangers en Tunisie de mener une vie normale et d'être traités comme tous les autres citoyens en cette période de coronavirus", a indiqué le ministre chargé des droits de l'Homme et des relations avec la société civile, Ayachi Hammami. "Il faut respecter les droits et la dignité de toutes les personnes sans aucune discrimination. Ce virus touche toute l'humanité, et Tunisien ou étranger ont les mêmes droits pour être soignés et pour vivre dignement", a souligné le ministre, ancien opposant à la dictature de Zine El Abidine Ben Ali.

Concrètement, les autorités ont décidé que les titres de séjour valables au 1er mars étaient prolongés jusqu'à la fin de la crise. Il n'y aura donc pas de pénalités financières pour ceux qui auront dépassé la limite légale de séjour, ni pour les touristes restés plus de trois mois dans le pays. En mars, au début de la crise, de nombreux Français s'étaient retrouvés bloqués en Tunisie avant d'être évacués vers l'Hexagone. 12 000 d'entre eux ont ainsi été rapatriés *"en quelques jours"*, a expliqué le Quai d'Orsay à franceinfo Afrique. Mais au 8 avril, il en restait encore environ 500, touristes et personnes voyageant dans le cadre de leur métier, selon la même source. Il n'y avait, au 9 avril, *"aucun touriste français ayant réservé son séjour par l'intermédiaire d'un voyageur (...) qui soit bloqué en Tunisie"*, déclarait de son côté Entreprises du Voyage (ex-Syndicat national des agents de voyage).

Vu les circonstances, les migrants clandestins peuvent désormais se déplacer sans crainte d'être arrêtés, a précisé à l'AFP une autre source gouvernementale sous couvert d'anonymat. Mais chacun doit respecter les consignes du confinement et du couvre-feu, a ajouté cette source.

Aides financières

Des étrangers en grande difficulté pourront prétendre à des aides financières, a par ailleurs affirmé Ayachi Hammami. Il a souligné que nombre d'entre eux sont sans papiers et travaillent d'une façon informelle. *"Avec les mesures de confinement prises par les autorités, les Subsahariens installés en Tunisie ont perdu leurs sources de revenus. Et sont particulièrement vulnérables face à la progression de l'épidémie"*, confirme Jeune Afrique.

"La plupart des ressortissants subsahariens en Tunisie, vivant de petits boulots journaliers et de débrouille, ont aujourd'hui perdu leurs sources de revenus et souffrent d'un déficit

d'informations", poursuit le journal. Des milliers de ressortissants subsahariens se retrouvent privés de ressources et des dizaines d'entre eux *"souffrent aujourd'hui de la faim"*, rapporte de son côté RFI.

La solidarité de la société tunisienne

De son côté, la société tunisienne, associations et particuliers, s'est mobilisée pour leur venir en aide. *"Des initiatives citoyennes, souvent relayées par les municipalités, essentiellement en banlieue de Tunis, mais également à Sousse et Monastir, ont mis en place des collectes de dons et des circuits de distributions. Une solidarité de voisinage et d'épiciers s'est également mise en place"*, explique par ailleurs RFI.

Dans le même temps, une cellule solidarité africaine Covid-19 Tunisie a été créée par des représentants des étudiants et travailleurs africains. Selon RFI, elle dispose de relais dans chaque ville. Ses initiateurs ont salué *"les efforts déployés par les autorités tunisiennes qui ne ménagent aucun effort pour apporter une aide considérable à l'ensemble des migrants subsahariens"*.

Le nombre de migrants subsahariens venus de Libye en hausse en 2019

Environ 7 000 étudiants venus d'Afrique subsaharienne résident en Tunisie, a indiqué Ayachi Hammami. D'autres sources font état de chiffres moins importants et d'une forte baisse du nombre de jeunes inscrits dans les universités depuis 2015. D'une manière générale, on compterait plus de 20 000 ressortissants de ces pays, parmi lesquels de nombreux sans-papiers, selon certaines estimations, citées par l'AFP. Le nombre de migrants, surtout des Subsahariens transitant par la Libye, avait plus que doublé au premier semestre 2019, passant de 417 à 1 008 personnes, rapporte le Forum tunisien des droits économiques (FTDES), cité par *Le Figaro*. Mais ce chiffre est peu fiable dans la mesure où il ne comprend que les personnes "interceptées" aux frontières.

Pour autant, les migrants ne sont pas toujours bien acceptés en Tunisie. Selon une enquête réalisée par le FTDES et rendue publique en décembre 2019, plus de la moitié (51,1%) des 962 personnes interrogées disaient avoir été victimes d'actes haineux ou racistes.

DATE 14 avril 2020

AUTEUR Laurent Ribadeau Dumas

LIEN https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/coronavirus-la-tunisie-prend-des-mesures-en-faveur-des-etrangers-notamment-des-africains-subsahariens_3907013.html

LIBERTE

Grèce

Gros dégâts dans un incendie d'un camp pour migrants

L'un des plus grands camps de migrants de Grèce a été gravement endommagé par un incendie samedi soir, ont indiqué hier des responsables, quelques heures après que la mort d'une Irakienne qui y vivait a provoqué des violences.

L'incendie samedi du camp Vial, sur l'île de Chios, a détruit les installations du service d'asile européen, d'une cantine, de tentes et de nombreux conteneurs aménagés en logement, a déclaré hier à l'AFP Manos Logothetis, un responsable du ministère des Migrations.

"Une grande partie des services administratifs du camp sont détruits", a déclaré M. Logothetis, précisant qu'aucun blessé n'a été signalé. Trois personnes ont été arrêtées en relation avec les violences qui ont éclaté après la mort samedi, dans le camp, d'une demandeuse d'asile irakienne de 47 ans, selon une source de la police locale.

DATE 20 avril 2020

AUTEUR R.I./Agences

LIEN <https://www.liberte-algerie.com/international/gros-degats-dans-un-incendie-dun-camp-pour-migrants-337650>

INFO MIGRANTS

Financement des garde-côtes libyens : 3 ONG portent plainte auprès de la cour des comptes européenne

Trois ONG ont déposé lundi une plainte pour "infractions aux règles financières de l'UE" auprès de la Cour des comptes européenne. Soutenues par une dizaine d'ONG de défense des droits de l'Homme, elles réclament un audit sur le financement des garde-côtes libyens.

L'Union européenne (UE) a-t-elle bafoué ses obligations en matière de droit humains en finançant depuis 2017 les garde-côtes libyens pour qu'ils interceptent en mer les embarcations de migrants et les ramènent en Libye ? Le Global legal action network (GLAN), l'Association pour les études juridiques sur l'immigration (ASGI) et l'Association italienne des loisirs et de la culture (ARCI) ont déposé lundi 27 avril une plainte pour "infractions aux règles financières de l'UE" auprès de la Cour européenne des comptes.

Les trois ONG, soutenues par 13 ONG de défenses des droits de L'Homme dont Amnesty international, la FIDH et Oxfam, demande à la Cour de lancer un audit sur la coopération entre l'UE et la Libye et en particulier sur le programme IBM (pour Support to Integrated Border and Migration Management).

“Un tel audit viserait à déterminer si l'UE a enfreint son règlement financier, ainsi que ses obligations en matière de droits de l'Homme, dans son soutien à la gestion des frontières libyennes”, avancent les ONG.

Utilisation illégale de fonds européens

Depuis 2017, Bruxelles a alloué 91,3 millions d'euros à la Libye à travers le programme IBM. Financé par le Fonds fiduciaire d'urgence pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes des migrations irrégulières et des personnes déplacées en Afrique (EUFTA), ce programme a permis aux garde-côtes libyens de s'équiper en matériel et de procéder à l'interception des embarcations de migrants.

Or, cette utilisation de l'argent européen est illégale, l'EUFTA n'étant autorisé qu'à financer des projets de développement. “L'utilisation par l'EUFTA de fonds européens destinés au développement dans un but autre que le développement, tel que le contrôle et la sécurité des frontières, est illégal et incompatible avec les exigences du droit européen”, affirme la plainte.

L'audit de la Cour européenne des comptes doit ainsi déterminer si l'UE a passé outre ses engagements en faveur des droits de l'Homme en autorisant la Libye à gérer les migrants en Méditerranée à sa place.

Solidarité entre Etats européens

Lundi, des députés européens ont également réclamé l'arrêt de la coopération avec les garde-côtes libyens lors d'un débat au sein de la commission des libertés civiles avec des représentants de la Commission, de Frontex, du HCR, du Conseil de l'Europe et des ONG. Les députés ont souligné le fait que la Libye n'était pas un "pays sûr" pour le débarquement des migrants interceptés en mer.

Les députés ont par ailleurs, souligné que le système d'asile européen commun devait être remanié, et que la solidarité entre les États membres de l'UE et le respect de la législation internationale devaient prévaloir.

DATE 28 avril 2020

AUTEUR Julia Dumont

LIEN <https://www.infomigrants.net/fr/post/24407/financement-des-garde-cotes-libyens-3-ong-portent-plainte-aupres-de-la-cour-des-comptes-europeenne>

Mai 2020

LA CROIX

Des migrants piégés par le coronavirus

Dans de nombreux pays, la pandémie et la crise économique privent d'emploi ou de ressources des femmes et des hommes aux vies déjà précaires. Parfois, ils doivent aussi faire face à des manifestations de méfiance et d'hostilité.

En Asie, deux millions de migrants bangladais pourraient revenir chez eux

Ils sont douze millions de Bangladais à travailler à l'étranger. Ils ont payé pour cela un « broker » qui leur a facilité l'entrée, par exemple, dans les Émirats ou à Singapour. Ils ont dû, une fois sur place, acheter un visa de travail. Certains de ces migrants ont tenté le voyage vers l'Europe en traversant la Méditerranée.

La crise économique qui s'annonce, du fait du coronavirus, pourrait voir rentrer chez eux deux millions de ces migrants bangladais. Déjà, l'Arabie saoudite et le Koweït ont procédé, par charter, au retour d'un millier d'entre eux. « *Des États qui emploient ces migrants ont demandé au gouvernement bangladais d'envoyer des avions pour rapatrier ceux dont ils n'ont plus besoin. Si le Bangladesh ne le fait pas, ils ont menacé de ne plus faire appel à l'avenir à ses travailleurs* », indique Shakirul Islam. Il dirige à Dacca, l'ONG Okup qui aide les migrants. Alors, le pays s'est tourné vers l'Organisation internationale des migrations (OIM) pour qu'elle lui apporte un appui logistique dans ces rapatriements.

Shakirul Islam, soutenu par le Secours catholique-Caritas France, est en lien avec les familles et les migrants, via les réseaux sociaux. Il les informe des aides qu'ils peuvent obtenir dans les pays où ils sont confinés et sans travail. Abu Dhabi et l'Arabie saoudite organisent des soupes populaires. Bahreïn a promis de légaliser ceux qui n'avaient pas de visas de travail. « Singapour s'est engagé à payer le salaire des migrants à l'arrêt. L'État les concentre dans des foyers et leur fournit une assistance médicale » souligne Shakirul Islam.

Il a enregistré une bonne nouvelle dans cet océan d'incertitudes. « L'Italie a décidé de donner des papiers aux 600 migrants bangladais arrivés sur ses côtes. Elle va les employer pour les récoltes, car l'Italie n'a plus de travailleurs saisonniers venant de l'Europe de l'Est. »

Au Moyen-Orient, les réfugiés syriens craignent pour leur sécurité

Au Liban, depuis neuf ans, 1,5 million de réfugiés syriens sont confinés, souvent dans des camps de fortune, sous des bâches de plastique. Hans Bederski, pour Vision du monde, ravitaille en eau et nourriture 300 000 de ces réfugiés. Il observe « une hostilité croissante à leur égard, nourrie par les conditions économiques difficiles au Liban. Ces réfugiés craignent pour leur sécurité quand ils doivent retirer aux distributeurs de banque les 100 € versés chaque mois sur leur carte de réfugié. Alors, nous leur donnons rendez-vous au distributeur pour les protéger pendant leurs retraits. » Les autorités libanaises redoutent l'entrée du virus dans les camps informels qui se propagerait rapidement en raison de la promiscuité. Pour l'instant, le pays est relativement épargné avec un total de 22 morts.

À côté, en Israël, de nombreux migrants venus d'Éthiopie, d'Érythrée, des Philippines ou du Sri Lanka sont en situation irrégulière, sans permis de travail. Une travailleuse sociale française témoigne : « Ils sont employés dans le nettoyage, le service à la personne ou dans les supermarchés. Depuis la crise, ils ont été contraints, pour la plupart, de quitter leur emploi, sans compensation. Certains craignant d'être expulsés n'osent plus sortir. Les familles sont confinées dans de petits logements, où les enfants ont des difficultés à poursuivre leur scolarité normalement. Comme ils ne maîtrisent *pas l'hébreu, les parents ne peuvent aider leurs enfants à étudier.* »

En Afrique, les migrants subsahariens sont immobilisés

Les migrants subsahariens qui voulaient tracer leur route vers l'Europe se retrouvent bloqués. Au Mali, à Gao, Mahamoudou Dicko, un ancien migrant, a créé l'ONG direy ben, partenaire du CCFD-Terre solidaire. Il a recueilli 17 migrants maliens, guinéens et ivoiriens, refoulés par l'Algérie. « La frontière est fermée. Les migrants sont bloqués ici depuis plus d'un mois. Avec le confinement, il n'y a plus de cars, ni d'escorte militaire pour les descendre de Gao vers Bamako d'où il pourrait rejoindre leurs familles. »

Au Niger, à Agadez, autre point de passage pour les migrants, la population locale épargnée par le coronavirus redoute que ces migrants ne transportent l'épidémie. Seydou Assane, directeur d'une radio alternative, explique : « Fin mars, les autorités locales ont confiné dans le stade national, 667 migrants dont 200 avaient été abandonnés par des passeurs, en plein désert, près de la frontière libyenne. Une quarantaine a essayé de s'enfuir du stade mais la police les a rattrapés. »

De l'autre côté de la frontière, en Algérie, les migrants se retrouvent aussi cantonnés, sans travail et sans ressources. Insaf Guerchi, chez Médecins du monde à Alger, organise des distributions alimentaires pour ces migrants « qui habitent les chantiers de construction où ils travaillaient et qui sont à l'arrêt. » Elle note aussi « qu'avec le confinement, les rafles qui refoulaient vers la frontière avec le Sahel une moyenne de 500 migrants par mois se sont arrêtées. »

Pour l'instant, Insaf Guerchi n'a eu connaissance que d'un cas de migrant présentant les symptômes du coronavirus. « Il ne voulait pas se faire connaître de peur de se faire expulser, mais les migrants qui partageaient son camp ne souhaitaient pas qu'il reste. Il a été hospitalisé. »

En Amérique Latine, les migrants repartent et se heurtent aux frontières

En Amérique du Sud aussi, devant la peur de l'épidémie, les frontières se sont fermées. Notamment celles avec le Brésil, pays suspecté de compter beaucoup plus de cas qu'annoncé. À Sao Paulo ou Rio, des migrants venus de Haïti, d'Afrique, de Bolivie, du Paraguay et du Pérou, travaillent dans des usines textiles notamment. Ils vivent souvent sur le lieu de leur travail, dans des foyers confinés où l'épidémie peut se répandre rapidement. Ils n'ont pas accès à l'indemnité de 130 € par mois prévue par le gouvernement brésilien pour ceux qui ont perdu leurs emplois. Paulo Illes de l'ONG Espacio sin Fronteras, partenaire du CCFD-Terre solidaire, explique que « les migrants qui n'ont plus rien à manger repartent

vers le Paraguay ou la Bolivie. Mais ces pays voisins imposent des quarantaines à leurs ressortissants, dans des lieux fermés où la nourriture n'est pas prévue. C'est le cas aussi pour les Boliviens qui travaillaient au Chili et qui veulent rentrer, puisqu'ils n'ont plus de travail ». Des travailleurs brésiliens sans papiers étaient également présents en Europe. Certains ont pu bénéficier des avions mis à disposition du gouvernement brésilien pour ramener ses touristes en vacances en Europe.

DATE 01 mai 2020

AUTEUR Pierre Cochez

LIEN <https://www.la-croix.com/Monde/migrants-pieges-coronavirus-2020-05-01-1201092076>

FRANCE TV INFO

Ni la peur du coronavirus, ni l'enfer libyen ne ralentissent le flux de migrants à travers le désert

Plus de 300 migrants ont été interceptés ces dernières semaines par l'armée nigérienne à proximité de la Libye.

Coronavirus ou non, des milliers d'Africains continuent de tenter la périlleuse traversée du désert, via le nord du Niger et la Libye dans le but d'atteindre les côtes méditerranéennes, puis l'Europe. Passer à travers les mailles du filet est de plus en plus compliqué. En plus du plan anti-migrants en place au Niger depuis 2015 avec des patrouilles renforcées, les forces de sécurité ont *"encore intensifié la surveillance pour faire respecter la mesure de fermeture des frontières dans la lutte contre le coronavirus"*, relève un élu local.

Le Niger a déjà décrété l'état d'urgence, fermé les frontières et isolé sa capitale du reste du pays. Ce pays sahélien, parmi les plus pauvres du monde, a officiellement enregistré 815 cas de coronavirus pour 45 décès à ce jour.

"Gambiens, Sénégalais, Maliens... Ils sont toujours déterminés à y aller. Un migrant m'a confié : 'Je préfère mourir de coronavirus que de vivre la misère'", témoigne Alassane Mamane, un fonctionnaire retraité vivant à Agadez, carrefour du désert et point de départ de nombreux migrants vers la Libye.

Témoignage d'un ex-passeur, Idrissa Salifou : *"Avant on pouvait passer, un peu, un peu, mais à cause des mesures anti-coronavirus (fermeture des frontières), la route est carrément bloquée. Les militaires ratissent le long de la frontière de jour comme de nuit. De l'autre côté également, les Libyens sont devenus très vigilants"*, souligne-t-il.

L'enfer libyen ne dissuade plus

La Libye, qui était devenue un enfer pour les migrants depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, n'est pas non plus épargnée par le virus. *"Des gens (migrants) partent à Dirkou et à Madama à la frontière libyenne (pour espérer entrer en Libye), mais des dispositions ont été prises"* pour les en empêcher, note Bourkari Mamane, le maire d'Agadez, la grande ville du nord du Niger.

La Libye est en pleine guerre civile, mais le flot est loin de s'être tari. Les migrants *"tentent en pagaille d'entrer en Libye. Ils parviennent à contourner les barrières (de sécurité). Les*

malchanceux se font prendre par les patrouilles militaires", explique à l'AFP Boubakar Jérôme, le maire de Dirkou, une ville proche de la Libye. En moins de deux mois, plus de 300 migrants ont été interceptés par l'armée nigérienne à la frontière libyenne. Récemment, 33 clandestins ont encore été pris dans le même secteur, rapporte l'écu.

"Les migrants guettent la moindre occasion pour foncer dans le désert"

"Ils s'en foutent du coronavirus. A Agadez, certains 'ghettos' (cours intérieures où sont hébergés les migrants) ont rouvert, et les migrants guettent la moindre occasion pour foncer dans le désert", atteste Bachir Amma, le président de l'Association des ex-passeurs de migrants.

Idrissa Salifou, l'ex-passeur, raconte : *"Récemment, une soixantaine de véhicules transportant des migrants ont réussi à entrer en Libye, mais ils ont vite été cueillis par les gardes-frontières libyens qui les ont conduits vers une de leurs villes".*

Au Niger, les migrants secourus ou interceptés dans le désert sont placés en quarantaine durant 14 jours sur des sites temporaires dans le nord où l'Office international pour les migrations (OIM) a accueilli quelque 1 600 migrants *"bloqués dans le désert"* depuis la fermeture des frontières, fin mars. Un total de 764 migrants, dont 391 originaires du Niger, 140 du Mali et 101 de Guinée, ont été mis en quarantaine à Assamaka, à la frontière avec l'Algérie. Parmi eux, des enfants, des femmes enceintes et des personnes blessées, détaille l'OIM.

Nouvelles routes

"Aussitôt sortis d'isolement, certains migrants retentent leur chance", déplore Boubakar Jérôme, maire de la municipalité de Dirkou. L'agence onusienne a lancé récemment *"un appel urgent"* aux bailleurs de fonds pour *"une aide supplémentaire"* de 10 millions de dollars pour faire face aux besoins des migrants. Elle dit avoir loué des installations *"supplémentaires"* et renforcé les mesures de prévention dans ses six centres de transit *"qui sont actuellement au maximum de leur capacité"*.

Dans le but de décourager les passeurs, Niamey a voté en 2015 une loi érigeant en crime le trafic de migrants, passible de peines pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison. Début 2019, le président du Niger Mahamadou Issoufou avait salué un plan anti-migrants, soutenu par l'Union européenne (UE), qui a fait chuter le flux de migrants passant par le Niger de 100 000 à 150 000 par an avant 2016, à 5 000 à 10 000 migrants par an aujourd'hui. En visite à Niamey en janvier 2019, le Premier ministre italien Giuseppe Conte s'était aussi félicité de la réduction de *"80%"* en 2018 des débarquements de clandestins sur les côtes italiennes.

Plus que les patrouilles dans le désert, c'est l'isolement de Niamey du reste du pays (interdiction de sortir ou d'entrer sans autorisation) qui a changé la donne. Beaucoup de migrants ouest-africains passaient par la capitale nigérienne avant de rallier Agadez ou les portes du désert. *"Avec l'isolement de Niamey, de plus en plus de migrants ont changé d'itinéraire : ils passent désormais par le Nigeria dont les frontières sont plus poreuses",* constate Bachir Amma, l'ex-passeur. Boubakar Jérôme, le maire de Dirkou acquiesce : *"Il existe mille et une routes, quelques chanceux arrivent à se faufiler pour entrer en Libye"*.

DATE 12 mai 2020

AUTEUR franceinfo Afrique avec agences

LIEN https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/libye/ni-la-peur-du-coronavirus-ni-l-enfer-libyen-ne-ralentissent-le-flux-de-migrants-a-travers-le-desert_3957699.html

INFO MIGRANTS

Démantèlement d'un réseau de passeurs entre l'Espagne et l'Algérie, 11 personnes arrêtées

La Garde civile espagnole a annoncé, jeudi, avoir arrêté 11 passeurs présumés qui opéraient entre Oran, en Algérie, et Almeria, dans le sud de l'Espagne. L'organisation était parvenue à faire entrer, en 48 heures, 126 migrants sur le sol européen, dont des mineurs et une personne handicapée.

Onze passeurs présumés ont été arrêtés, jeudi 14 mai, par la Garde civile espagnole dans la région d'Almeria dans le sud de l'Espagne. "En seulement deux jours, l'organisation a transféré par la mer 126 candidats à l'exil en provenance d'Algérie, dont des mineurs, des femmes enceintes et une personne handicapée", écrit la police dans un communiqué.

Basé à Carboneras, une municipalité située à une soixantaine de kilomètres à l'est d'Almeria en Andalousie, le réseaux démantelé disposait de neuf embarcations sur lesquelles étaient dangereusement entassés les migrants, sans accès aux mesures de sécurité minimales, poursuit la Garde civile qui précise que quatre bateaux ont été interceptés en haute mer et cinq autres près des côtes.

Selon les autorités, le mode opératoire est "très similaire" à celui observé chez d'autres groupes criminels de trafic d'êtres humains. "Il s'agissait d'un réseau très organisé dont la succursale située à Oran et dans les villes voisines se chargeait de recruter des Algériens candidats au départ qui payaient ensuite leur traversée vers l'Espagne." La police n'a pas précisé les montants versés par les migrants aux passeurs.

Des migrants acheminés vers le reste de l'Espagne et de l'Europe

Côté espagnol, le réseau était chargé de recevoir les navires qui sont arrivés sur les plages de Níjar, Carboneras et Mojácar dans la région d'Almeria. Les migrants étaient ensuite acheminés partout en Espagne et dans d'autres pays de l'Union européenne, selon la Garde civile.

Les passeurs présumés ont été placés en détention provisoire et seront poursuivis pour "traite d'êtres humains" et "appartenance à une organisation criminelle".

Il y a un peu moins d'un an, en juin 2019, le démantèlement d'un autre réseau de passeurs opérant aux mêmes endroits avait déjà abouti à l'arrestation de sept Algériens, dont quatre étaient chargés de transporter les migrants par la mer et trois de les réceptionner en Andalousie avant de les envoyer vers d'autres pays européens.

DATE 15 mai 2020

AUTEUR Info Migrants

LIEN <https://www.infomigrants.net/fr/post/24781/demantelement-d-un-reseau-de-passeurs-entre-l-espagne-et-l-algerie-11-personnes-arretees>

LIBERTE

Rencontre autour de “La question de la migration forcée et des réfugiés” au cinéma

Le documentaire pour contrer les préjugés politiques

Meryem Belkaïd et Ikkal Zalila, critiques de cinéma, ont évoqué, dans une rencontre virtuelle, divers sujets ayant trait aux problématiques migratoires et leurs représentations à travers les documentaires algériens et tunisiens.

“La question de la migration forcée et des réfugiés” était la thématique d’une rencontre virtuelle organisée par Goethe Institut de Tunis sur sa page Facebook. Modérée par la journaliste et réalisatrice Leïla Beratto, ce rendez-vous a réuni l’Algérienne Meryem Belkaïd (Assistant professor à l’Université de Bowdoin College, aux USA. Elle “prépare actuellement un ouvrage sur le cinéma maghrébin et la manière dont le genre documentaire se développe en Algérie, depuis la fin de la décennie noire”) et le Tunisien Ikkal Zalila (universitaire, critique de cinéma et ancien directeur artistique des JCC).

Dans leur intervention, ils ont évoqué les divers sujets ayant trait aux problématiques migratoires, notamment leurs représentations au cinéma ; la place du filmeur (cinéaste) face au filmé (protagoniste) ; ainsi que le discours proposé par les documentaristes algériens.

Myriam Belkaïd a d’emblée indiqué que dans le cinéma algérien, “si on prend la migration dans le sens large du déplacement”, elle est abordée de différentes façons car les départs depuis l’Algérie vers le Nord “nourrissent” un certain nombre de films.

Aussi, les migrants subsahariens qui “passent ou s’installent dans le pays” suscitent de l’intérêt. Selon la critique, ces documentaires s’inscrivent dans un contre-discours hégémonique, “en effet, occidental qui a sa propre représentation médiatique”. Ce positionnement des cinéastes algériens est également appliqué dans leur pays. À ce propos, elle a cité pour exemple *Afric Hotel* (2009) de Nabil Djedouani et Hassen Ferhani, tourné au moment où Alger célébrait le 50e anniversaire du Festival panafricain.

“Un geste clair de vouloir contrecarrer ce discours d’une Algérie à la tête du panafricanisme. Sans filmer le festival, ils montrent sans victimisation et misérabilisme des migrants qui ne sont pas forcément dans des conditions de vie satisfaisante.” Pour Myriam Belkaïd, ces faiseurs d’images essaient “consciemment” ou pas de “construire” une représentation différente, plus intéressante de ce que les médias ont tendance à “offrir comme misérabilisme” sur la question migratoire.

Par ailleurs, le phénomène de la harka est un sujet qui revient souvent dans la fiction ou le docu. En fait, il y a une “volonté” de représenter ces personnes ou personnages au cinéma, comme cela a été le cas dans le long-métrage *Harraga* de Merzak Allouache ou dans le court-métrage *Harguine harguine* de Meriem Achour Bouakaz. À travers cette démarche, les réalisateurs tentent de sortir les migrants clandestins de ce “stéréotype du désespoir et du voyage improvisé”. Il y a une “volonté de donner la parole au parcours et de redonner ainsi le contrôle sur le discours”, a conclu l’auteure.

Concernant l'expérience tunisienne, Ikbal Zalila a signalé que les réalisateurs tunisiens ont commencé par s'intéresser dans un premier temps à la migration intérieure (l'exode rural), ensuite ils se sont penchés dans la fiction sur "l'émigration vers la France, comme Demain je brûle. C'est un thème qui traverse le cinéma tunisien mais ne se décline pas de la même manière, car il y a une évolution du phénomène", a-t-il précisé. Et d'expliquer : "C'est un thème qui s'est sur-politisé, il est instrumentalisé par les politiques du Nord, notamment par la droite qui voit dans la migration un danger pour la laïcité et la sécurité de l'État." Tout en poursuivant : "Le contre-discours est timide puisque les propositions du Sud restent en terme quantitatif moins important."

À cet effet, il estime que le 7e art peut "infléchir" ces discours sur l'extradition des immigrés ; le cinéma indépendant et engagé qui possède un "levier politique" peut remettre en cause les "grandes questions politiques européennes et américaines au sujet de l'émigration".

DATE 20 mai 2020

AUTEUR Hana MENASRIA

LIEN <https://www.liberte-algerie.com/culture/le-documentaire-pour-contrer-les-prejuges-politiques-338918>

Juin 2020

FRANCE24

Niger : attaque meurtrière contre un site de réfugiés maliens

Au moins trois personnes, dont deux réfugiés, ont été tuées dimanche dans une attaque de jihadistes contre un site abritant des réfugiés maliens à Intikane dans l'ouest du Niger, a annoncé lundi l'ONU.

Au moins trois civils, dont deux réfugiés, ont été tués dimanche 31 mai de la main de jihadistes au Niger. Les assaillants ont attaqué un site abritant des réfugiés maliens à Intikane dans la région de Tahoua (ouest du Niger) proche du Mali.

"Hier (dimanche) en fin de journée à 16 h 30 locales (15 h 30 GMT), une cinquantaine de jihadistes à motos ont attaqué le site des réfugiés d'Intikane. Trois personnes ont été assassinées:", a indiqué lundi 1er juin à l'AFP le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) à Niamey.

Les trois victimes sont "le président du Comité des réfugiés, le président du Comité de vigilance des réfugiés et le représentant du groupement nomade de Tahoua (chef coutumier nigérien)".

Selon le HCR, un gardien "a été enlevé par les jihadistes" qui ont agi selon un "mode opératoire bien réfléchi".

Bourgade nigérienne, Intikane, est une Zone d'accueil de réfugiés (ZAR) où 20 000 Maliens vivent mêlés à la population locale depuis 2013.

L'eau empoisonnée

"Les jihadistes ont infligé des dommages aux installations du camp et ont notamment vidé le magasin de vivres et détruit le système qui ravitaille la zone en eau potable dans un rayon de 40 km", explique l'agence onusienne.

Le système hydraulique saboté par les assaillants fournit de l'eau potable aux 20 000 réfugiés maliens, à 15 000 autres déplacés nigériens ayant fui leur

village à cause des violences jihadistes, et à toute la population locale vivant dans cette vaste zone désertique, précise-t-elle.

"C'est grave, les terroristes ont détruit notre espace de vie", a déclaré à l'AFP Alessandra Moreli, la représentante du HCR au Niger qui "condamne cette attaque".

"Les terroristes ont détruit des antennes relais téléphoniques" de la zone avant de mener l'attaque, a dit à l'AFP une source sécuritaire.

Une longue liste d'attaque contre les camps de réfugiés

Ce raid allonge la liste des camps de réfugiés maliens attaqués par des groupes jihadistes depuis quatre ans au Niger.

Vingt-deux soldats nigériens avaient été tués en octobre 2016 à Tazalit lors d'une attaque contre un camp de réfugiés. En 2016, deux morts réfugiés maliens avaient été tués à Tabarey Barey, un autre camp onusien dans la région de Tillabéri. En octobre 2014, neuf membres des forces de sécurité avaient été tués et deux réfugiés blessés dans une attaque similaire dans un troisième camp à Mangaize.

Selon l'ONU, le Niger abrite près de 60 000 réfugiés maliens qui avaient fui le Nord du Mali tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes, en grande partie chassés par une intervention militaire internationale lancée en 2013 à l'initiative de la France.

L'ouest du Niger est le théâtre d'attaques fréquentes de groupes jihadistes, notamment du groupe État Islamique au Grand Sahara (EIGS). Le Niger doit aussi faire face aux attaques dans l'Est des jihadistes de la nébuleuse Boko Haram.

Les violences jihadistes, souvent entremêlées à des conflits intercommunautaires, ont fait quelque 4 000 morts en 2019 au Burkina Faso, au Mali et au Niger, selon l'ONU.

DATE 01 juin 2020

AUTEUR Lyes MENACER

LIEN <https://www.france24.com/fr/20200601-niger-attaque-meurtri%C3%A8re-contre-un-site-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s-maliens>

LIBERTE

François Thomas, président de SOS-Méditerranée

“En 4 ans, plus de 20 000 migrants ont péri en méditerranée”

François Thomas fréquente la mer depuis plusieurs décennies. Il est président de l'association SOS-Méditerranée, qui s'investit depuis cinq ans dans les opérations de sauvetage de migrants en Méditerranée. L'association qu'il dirige a sauvé, depuis sa création, plus de 30 000 migrants. Avec la fermeture des frontières européennes en raison de la pandémie de coronavirus, à laquelle s'ajoute l'exacerbation du conflit en Libye, la détresse des migrants s'est amplifiée. Hier, l'île de Malte a fini par autoriser l'accueil sur son sol de 425 migrants, en provenance de Libye, qui attendaient depuis plus d'un mois leur débarquement.

Liberté : L'association SOS-Méditerranée a été contrainte d'arrêter ses opérations en mer depuis la fermeture des frontières à cause de la Covid-19. Quel est l'impact d'une telle décision sur votre mission en mer ?

François Thomas : L'impact est malheureusement de la fermeture des frontières, ce qui nous a obligés à arrêter nos opérations. L'Ocean Viking, le bateau que nous avons affrété, est à quai à Marseille depuis le 20 mars. Nous avons pris cette décision parce que l'Italie a fermé ses frontières, à cause de la crise sanitaire, suivie le lendemain par Malte. Nous n'avions pas également de garanties pour les évacuations sanitaires, qui sont très importantes, car il y avait des bébés, des femmes enceintes à bord.

Et puis, il y avait tout un climat défavorable qui s'était développé dans le monde entier, avec des relais difficiles avec les membres de l'équipage, des problèmes logistiques aussi pour visiter les navires et leur ravitaillement. Tous ces problèmes nous ont amenés, avec la fermeture des ports, à ramener notre navire à Marseille, parce qu'il n'y avait plus de conditions pour partir en mer. Cela a été très difficile de prendre une telle décision et d'attendre, d'autant plus que le contexte en Méditerranée est très politisé, mais il fallait le faire malheureusement. Le problème que je voulais mentionner d'ailleurs, celui des marins, reste très accru.

Ça ne touche pas seulement SOS Méditerranée. Mais il y a une crise mondiale au niveau des relèves d'équipage. Il y a toutes les organisations humanitaires qui sont également concernées. On en parle beaucoup parce qu'il y a des

marins qui restent sur leurs bateaux, qui y travaillent énormément et qui ne peuvent pas rentrer chez eux, parce qu'il y a des problèmes de relais (pas de visa, pas d'avion...).

La mise en place d'une nouvelle mission de l'Union européenne représente-t-elle un obstacle pour votre action humanitaire ?

Juste en lien avec la question précédente, il y a des navires d'autres ONG qui ont pu débarquer leurs rescapés, même si cela a été difficile, mais ils ont été saisis et détenus par les autorités italiennes. Donc, il n'y a plus aucun navire aujourd'hui en Méditerranée centrale. Concernant l'Union européenne, il y a une absence totale des moyens étatiques en Méditerranée centrale, en dehors des navires commerciaux ou de pêche.

La nouvelle mission de l'UE, Irni, n'est absolument pas dédiée au sauvetage de personnes qui tenteraient de traverser. Elle est positionnée plus à l'Est, du côté de la Turquie. Sa mission principale, comme ils l'ont annoncée, est de s'attaquer aux trafics d'armes et de drogues. Ce n'est pas un obstacle pour nous. Ce que nous déplorons, c'est l'absence de moyens européens, étatiques, en Méditerranée, pour assurer le sauvetage de personnes en détresse.

Il y a des chiffres qui sont publiés sur le nombre de morts, mais ils ne tiennent pas compte de tous ceux qui disparaissent sans témoins, une inconnue, et il y en a tellement. Je ne doute pas que cette mission abandonnera des migrants en détresse, tous les marins du monde ont cette solidarité.

Beaucoup de personnalités (humanitaires, experts, politiques, etc.) reprochent à l'UE de ne pas vouloir assumer sa responsabilité politique et humanitaire. Êtes-vous de cet avis ?

La difficulté de l'UE, c'est celle de ses 27 membres, qui ont des positions divergentes. C'est très complexe. Il y a des pays qui sont plus solidaires que d'autres, il y a ceux qui sont opposés à l'accueil des migrants. Il y a aussi des pays, il faut le reconnaître, qui sont dans des situations difficiles, qui ont accueilli et accueillent beaucoup de migrants.

C'est le cas de Malte, qui est une petite île et qui ne veut pas accueillir de migrants au-delà d'une certaine limite. Dans les conditions où ils peuvent accueillir de façon humaine, ils le feront, mais les centres d'accueil sont saturés. Il y a aussi l'Italie qui accueille des milliers de personnes depuis des années. Donc, il y a une solidarité européenne qui est nécessaire. En septembre dernier, il y a eu l'accord de Malte, mais seulement huit pays sont d'accord

pour une répartition des migrants qui arrivent. Pour le moment, cet accord est suspendu à cause de la pandémie de Covid-19, mais ça représente peu de pays.

L'Union européenne a du mal à avoir une position commune sur ce drame en Méditerranée occidentale. Mais il n'empêche que la Commission européenne, les Nations unies et les autres pays ont tous reconnu que la Libye n'est pas un lieu sûr pour le débarquement des migrants, tel que défini par le droit international. Tout le monde reconnaît que la situation en Libye est catastrophique et elle ne s'améliore pas, et qu'on ne peut pas ramener toute ces personnes dans ce pays.

Vous venez d'aborder le problème libyen. Y aurait-il une autre solution que le renvoi systématique des migrants en Libye ?

Le droit international est très clair. On doit assurer le sauvetage le plus tôt possible. Le droit maritime évolue en fonction des catastrophes. Depuis des années, il y a des conventions internationales qui ont été mises en place, pour compléter ce qui existait déjà, c'est-à-dire la solidarité des gens de mer. Il y a particulièrement la convention de Hambourg de 1979, ce qu'on appelle la convention SAR sur la recherche et le sauvetage, qui a encadré les interventions en mer.

Il y a le centre de coordination, pour que les États et les navires se trouvant dans les zones de recherche puissent assurer le sauvetage. L'État côtier responsable doit désigner très rapidement un lieu sûr de débarquement, où leurs droits fondamentaux sont assurés (soins, nourriture...), avant leur acheminement vers leur destination suivante. Dans le contexte d'aujourd'hui, la Libye n'est pas un lieu sûr. Les endroits les plus proches pour débarquer des migrants, ce sont l'Italie et Malte.

Mais ces deux pays ont besoin de solidarité pour une répartition juste et coordonnée des migrants entre pays européens. Et c'est ce que nous demandons, nous aussi, en tant qu'association depuis longtemps. Il y a les autres pays de la côte méditerranéenne, la Grèce et l'Espagne, qui sont touchés par ce problème et qui ont besoin de la solidarité des autres. Dans ce contexte, il faut tout simplement appliquer le droit international.

Des voix estiment que la résolution de la crise migratoire devrait se faire en amont pour mettre fin à ce flux migratoire. Qu'en pensez-vous ?

Ce que je peux dire sur ce sujet, sans aller au-delà de ma mission de président de SOS-Méditerranée, c'est qu'on l'a vu dans l'histoire de l'humanité, y compris en France, au moment de la Seconde Guerre mondiale. Quand vous avez une

situation de détresse absolue, l'homme va fuir pour se mettre en sécurité. C'est une question de survie.

On ne se met pas en danger, en traversant la Méditerranée qui est une mer très dangereuse, où la météo change constamment. La Méditerranée, c'est plusieurs centaines de kilomètres et plusieurs jours au départ de Libye. Quand on prend de pareils risques, c'est qu'on veut fuir l'enfer libyen, des situations de détresse humaine. Il y a des associations humanitaires et des hommes politiques qui s'occupent de cela.

Quel bilan faites-vous de la situation migratoire en Méditerranée de ces dernières années dans ce contexte d'aggravation du climat politique et sécuritaire dans le pourtour méditerranéen ?

Le bilan est dramatique. Depuis 2014, on considère qu'il y a plus de 20 000 personnes qui ont péri. Et je parle de personnes, car chaque fois, on parle de chiffres, mais ce sont des personnes. Ce sont des vies humaines, des familles. Maintenant, SOS-Méditerranée a été créée il y a cinq ans. C'est une association très jeune qui a sauvé, à elle seule, plus de 30 000 personnes.

Ce que je peux dire, c'est qu'il y a une très grande solidarité entre les gens. L'association a été créée pour parer aux déficiences des autorités européennes. Ce qui est terrible, c'est que nous faisons face à une criminalisation, à des blocages. On ne peut pas détourner le regard de ce qui se passe. Il y a cette position entre ce drame qui continue et cette absence de moyens étatiques.

Aujourd'hui, il y a aucun navire d'ONG à cause de la pandémie de Covid-19. Certes, nous allons repartir en mer bientôt, mais cela reste insuffisant par rapport à l'ampleur du drame. Maintenant, il y a ce côté positif dans ce contexte malheureux. Il y a cette solidarité des citoyens européens qui se mobilisent pour que les marins sauveteurs puissent continuer leur travail.

DATE 08 juin 2020

AUTEUR Lyes MENACER

LIEN <https://www.liberte-algerie.com/international/en-4-ans-plus-de-20-000-migrants-ont-peri-en-mediterranee-339851>

LE SOIR D'ALGERIE

Après plusieurs semaines d'attente Malte autorise le débarquement de 400 migrants bloqués en mer

L'île de Malte a finalement autorisé le débarquement de plus de 400 migrants, bloqués en mer pour certains depuis plusieurs semaines a annoncé dimanche une source officielle.

Ces 425 personnes secourues en Méditerranée au cours de plusieurs opérations de sauvetage depuis avril, ont débarqué dans la nuit de samedi soir à La Valette, a annoncé le gouvernement dans un communiqué. Les autorités maltaises interdisaient leur débarquement et les maintenaient à la limite des eaux territoriales à bord de bateaux de tourisme spécialement mobilisés, mettant en avant les risques de contamination au Covid-19, puis exigeant que d'autres pays européens les prennent en charge à terme. Cette situation était vivement critiquée par les ONG, organisations de défense des droits de l'homme, comme celles de défense des migrants. «Aucun pays européen, malgré leurs grands discours sur la solidarité de l'Europe, n'a finalement accepté de prendre ces migrants», a fustigé La Valette dans son communiqué. Le gouvernement «n'a pas voulu mettre en danger les vies de ces migrants comme celle des équipages» des navires les accueillant, ajoute le communiqué. Selon l'agence de presse italienne AGI, la décision a été prise de les débarquer «car les équipages des navires de tourisme craignaient pour leur sécurité», avec une situation devenant «très difficile à gérer». Depuis 2005, l'île de Malte est confrontée à une vague d'arrivées de migrants partis notamment de Libye. Seuls 8% d'entre eux ont été relocalisés vers d'autres pays de l'Union européenne, et les migrants irréguliers représentent aujourd'hui 1% de la population totale de l'île, selon La Valette, qui y voit un «tsunami» migratoire et a prévenu que le pays, plus petit État de l'UE, «ne deviendra pas le centre de la crise migratoire européenne». Ils étaient 3 405 à avoir débarqué en 2019, dont 2 795 sont toujours sur place, selon les chiffres officiels maltais. Début 2020, près de 1 400 sont arrivés à Malte, une augmentation de 438% sur cette période par rapport à l'andernier.

Seuls le Portugal et la France ont répondu cette année aux appels de Malte, en promettant d'accueillir respectivement 6 et 30 personnes.

DATE 08 juin 2020

AUTEUR Agence

LIEN <https://www.lesoirdalgerie.com/monde/malte-autorise-le-debarquement-de-400-migrants-bloques-en-mer-43160>

ALGERIE PRESSE SERVICE

Naufrage au large de la Tunisie : le bilan passe à plus de 60 morts

Plus de 60 migrants, dont au moins trois enfants, ont péri dans le naufrage de leur embarcation clandestine partie de Sfax, sur la côte est de la Tunisie, ont indiqué les autorités locales qui ont communiqué un nouveau bilan samedi.

Plusieurs jours après le naufrage, le bilan continue de s'alourdir : les autorités tunisiennes ont annoncé, samedi 13 juin, avoir retrouvé les corps de 61 migrants naufragés au large de la ville de Sfax, sur la côte est. Un précédent bilan faisait état, jeudi, de 52 victimes, en majorité des femmes originaires d'Afrique subsaharienne.

Parmi les nouvelles victimes, les garde-côtes ont découvert le corps d'un bébé, selon Mourad Mechri, un porte-parole de la protection civile interrogé par Reuters. Les corps de deux enfants d'environ trois ans avaient déjà été retrouvés quelques jours plus tôt. Le capitaine de l'embarcation, un Tunisien de 48 ans, a également péri dans le naufrage.

Ces dizaines de migrants avaient pris la mer dans la nuit du 4 au 5 juin, espérant rejoindre les côtes italiennes, selon des témoignages recueillis par les enquêteurs. Dès mardi, des pêcheurs avaient alerté les autorités après avoir découvert des corps flottant au large des îles Kerkennah, près de Sfax.

Un trentaine de victimes ont été enterrées jeudi soir dans un cimetière près de Sfax, a indiqué de son côté le directeur régional de la Santé, Ali Ayadi.

Les départs clandestins des côtes tunisiennes ont augmenté de 156%, entre janvier et fin avril, comparé à la même période l'an dernier, avait indiqué le Haut-commissariat des Nations unies aux Réfugiés à l'AFP mi-mai.

Il y a un peu plus d'un an, au printemps 2019, 86 migrants avaient péri au large des côtes tunisiennes, dans l'un des pires naufrages relevés par les autorités du pays. L'embarcation de fortune était partie de Libye à destination de l'Europe.

DATE 15 juin 2020

AUTEUR Info Migrants

LIEN <https://www.infomigrants.net/fr/post/25355/naufage-au-large-de-la-tunisie-le-bilan-passe-a-plus-de-60-morts>

ALGERIE PRESSE SERVICE

Poursuite des événements célébrant la Journée des réfugiés dans un contexte de pandémie

Les événements marquant la journée mondiale des réfugiés, organisés par le Haut commissariat des Nations Unies (HCR), se poursuivent pendant tout le mois de juin dans un contexte de pandémie de coronavirus (Covid-19).

La journée mondiale des réfugiés est célébrée chaque année le 20 juin avec pour objectifs généraux de sensibiliser aux défis auxquels sont confrontés les réfugiés du monde entier et de veiller à la satisfaction de leurs besoins en matière de protection et d'assistance.

Cette année, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a lancé une campagne rappelant que "chacun de nous peut faire la différence face aux crises auxquelles nous sommes actuellement confrontés".

C'est cette conviction qui est au cœur de la campagne 2020 HCR. Celle-ci a pour objectif de "nous rappeler que chacun d'entre nous peut agir et apporter un changement positif à la société, pour un monde plus juste et inclusif".

Et c'est ainsi que les activités et événements marquant la journée des populations en déplacement se poursuivront pendant tout le mois de juin.

Parmi ces activités, des discussions sur les réseaux sociaux sur la situation des réfugiés à travers le monde, ou encore un cours de cuisine syrienne en ligne, selon l'agence onusienne.

Le HCR avait déjà organisé le 20 juin, en collaboration avec la Société de musique de chambre des Nations unies, un concert virtuel en direct sur la chaîne Youtube du HCR avec au programme une chanteuse et ancienne réfugiée, Sonita Alizadeh, entre autres.

D'autres événements variés sont également prévus pendant tout le mois de juin, toujours selon le HCR, avec notamment le 13ème festival du film caritatif pour les réfugiés (jusqu'au 30 juin) afin de collecter des fonds destinés à fournir de l'eau potable aux réfugiés dans les situations désastreuses de Covid-19.

Assistance aux réfugiés dans un contexte de pandémie de Covid-19

Le HCR prend des mesures pour aider à répondre à l'urgence de santé publique due à la pandémie de Covid-19 et à lutter contre la propagation du virus. En collaboration avec les gouvernements, le HCR veille à ce que les réfugiés soient inclus dans les plans nationaux d'intervention sanitaire et soient bien informés sur la façon de prévenir la propagation du Covid-19, d'avoir accès à du savon et à de l'eau propre et de continuer à recevoir l'aide et l'assistance vitales dont ils ont besoin.

Dans une récente déclaration, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a reconnu les trois crises auxquelles sont confrontées les populations en déplacement dans le contexte de la pandémie. D'abord, une crise sanitaire, car ces personnes peuvent vivre dans des conditions de surpopulation, et ne pas avoir accès à des installations d'hygiène et d'assainissement adéquates. Ensuite, une crise socioéconomique car nombre d'entre elles ont subi une perte de revenu, et n'ont pas accès à la protection sociale. Et une crise de protection, car de

nombreux pays ont imposé des restrictions aux frontières et certains ont suspendu les demandes d'asile.

Cependant, les réfugiés et les migrants ont également un rôle essentiel à jouer dans la riposte menée par la société face au nouveau coronavirus-19.

Selon le secrétaire général, alors que les pays européens continuent de lutter contre cette pandémie sans précédent, les réfugiés contribuent de diverses manières aux efforts de leur société d'accueil – en travaillant dans le secteur de la santé, en faisant du bénévolat pour soutenir les membres vulnérables de leur communauté en produisant des masques, etc.

Dans ce contexte, Minata Samate Cessouma, Commissaire aux affaires politiques de l'Union africaine (UA), a appelé à une "approche intégrée" du soutien aux réfugiés en cette période de Covid-19. S'exprimant à l'occasion de la Journée internationale des réfugiés au cours d'une réunion virtuelle, elle a relevé que les réfugiés vivent dans des situations très précaires, ce qui pourrait accélérer la propagation du coronavirus qui a accentué les défis dans tous les domaines.

D'après la Commissaire, cela risque "de faire reculer les gains des efforts pour la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA et les Objectifs de développement durable des de l'Agenda 2020 des Nations Unies".

Pour sa part, le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a indiqué récemment que les réfugiés sont particulièrement exposés à la Covid-19, car ils ont souvent un accès limité à des abris adéquats, à l'eau, à la nutrition, à l'assainissement et aux services de santé.

Selon le dernier rapport statistique annuel du HCR sur les tendances mondiales, 79,5 millions de personnes étaient déracinées à la fin 2019, un chiffre sans précédent. Les déplacements forcés toucheraient ainsi plus de 1% de l'humanité. C'est pourquoi, le HCR a exhorté tous les pays à travers le monde à faire davantage pour offrir un foyer aux millions de réfugiés et autres personnes déracinées par "les conflits, la persécution ou tout autre événement bouleversant l'ordre public".

DATE 22 juin 2020

AUTEUR non mentionnée

LIEN <http://www.aps.dz/monde/106495-poursuite-des-evenements-celebrant-la-journee-des-refugies-dans-un-contexte-de-pandemie>

FRANCE TV INFO

Migrants : quel accueil pour les mineurs isolés ?

Médecins sans frontières se mobilise pour la prise en charge des mineurs isolés étrangers, en France. L'association a installé un campement inédit pour alerter sur le sort de ces jeunes.

Un campement a poussé dans la nuit, square Jules-Ferry, dans le 11e arrondissement de Paris. Au pied des immeubles, deux rangées de tentes accueillent 75 mineurs isolés. Après des mois de traversée, via la Libye ou l'Espagne, ces jeunes d'Afrique de l'Ouest, pour l'essentiel, sont sur le pavé parisien. Ils n'ont pas été reconnus comme mineurs par les autorités et errent dans les rues. *“La situation est difficile, on est dehors. Les associations nous aident et on attend les résultats des recours”*, résume l'un d'eux.

“Prenez-les en charge”

Lui espère pouvoir se loger, aller à l'école et suivre une formation. La prise en charge des mineurs isolés revient aux conseils départementaux. Pour les associations qui leur viennent en aide, ils sont pourtant laissés à l'abandon. *“Prenez vos responsabilités, prenez-les en charge, ce sont des mineurs isolés étrangers. Il y a la présomption de minorité”*, exhorte Espérance Minart, de l'association Timmy - Soutien aux mineurs exilés.

DATE 30 juin 2020

AUTEUR Non mentionnée

LIEN https://www.francetvinfo.fr/france/ile-de-france/paris/migrants-quel-accueil-pour-les-mineurs-isoles_4028847.html